

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 09 NOVEMBRE 2010

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;

CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;

DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE M., Secrétaire Communal.

Madame SENECAUT est excusée.

Avant l'ouverture des débats, la Présidente demande :

- de corriger au point n°2 – Finances – Situation de caisse au 08 octobre 2010 et non au 25 octobre 2010.
- de supprimer le point n°9 – Juridique – Statut pécuniaire : car de nouvelles corrections ont été apportées par la tutelle.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2010 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 18 voix pour et 2 absentions le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2010 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 08 OCTOBRE 2010 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 08 octobre 2010, à savoir : 1.677.336,18 €.

3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2010 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS DE MASNUY-SAINT-JEAN BRUYERE - AVIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2010 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	22.076,36
Recettes en plus :	2.750,15

D'après le budget initial : Dépenses :	22.076,36
Dépenses en plus :	2.750,15

Nouveau Résultat : Recettes :	24.826,51
Dépenses :	24.826,51

Il n'y a aucun supplément communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2010 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2010 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE DE MASNUY-SAINT-PIERRE - AVIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	12.677,50
Recettes en plus :	0,00

D'après le budget initial : Dépenses :	12.677,50
Dépenses en plus :	0,00

Nouveau Résultat : Recettes :	12.677,50
Dépenses :	12.677,50

Il n'y a aucun supplément communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre.

5. FINANCES – COMPTE DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2009 – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer que la dotation communale au C.P.A.S. a augmenté de 25% de 2008 à 2009 et suite au déficit, la Commune a injecté +/- 307.000€, soit une dotation de 33%. Elle demande ensuite à la Présidente si le Conseil communal doit s'attendre encore à une augmentation au budget 2011.

La Présidente signale que ce point sera abordé lors de la concertation Commune-C.P.A.S. du 18 novembre 2010.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte du CPAS de l'exercice 2009 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés Non-valeurs et irrécouvrables	3.954.177,77€ 0,00 €	278.191,91€ 0,00€
Droits constatés nets Engagements	3.954.177,77€ 4.261.507,71€	278.191,91€ 132.161,70€
Résultat budgétaire Positif Négatif	 307.329,94€	 146.030,21€
2. Engagements Imputations comptables	4.261.507,71€ 4.261.507,71€	132.161,70€ 132.161,70€
Engagements à reporter	0,00 €	0,00€
3. Droits constatés nets Imputations	3.954.177,77 € 4.261.507,71€	278.191,91€ 132.161,70€
Résultat comptable Positif Négatif	 307.329,94€	 146.030,21€

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le Compte du Centre Public de l'Action Sociale de l'exercice 2009 des services ordinaire et extraordinaire.

6. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2010 DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE - APPROBATION

Au service ordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde

D'après le budget initial ou la précédente modification	4.814.315,01	4.814.315,01	0
Augmentation de crédit (+)	361.589,94	542.489,94	-180.900,00
Diminution de crédit (-)	0,00	-180.900,00	180.900,00
Nouveau résultat	5.175.904,95	5.175.904,95	0,00

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve par 18 voix pour et 2 abstentions la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2010 du Centre Public d'Action Sociale.

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	512.500,00	512.500,00	0
Augmentation de crédit (+)	146.030,21	0,00	146.030,21
Diminution de crédit (-)	0,00	0,00	0,00
Nouveau résultat	658.530,21	512.500,00	146.030,21

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve par 18 voix pour et 2 abstentions la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2010 du Centre Public d'Action Sociale

7. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2010 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête par 17 voix pour et 3 abstentions la modification budgétaire n°2 du budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2010 aux chiffres suivants :

Service Ordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	9.336.459,47
Augmentation de crédit	610.174,68
Diminution de crédit	137.000,00

TOTAL GENERAL	9.809.634,15
----------------------	---------------------

Des dépenses

D'après le budget initial	9.335.102,28
Augmentation de crédit	517.381,29
Diminution de crédit	107.271,64
TOTAL GENERAL	9.745.211,93

Résultat présumé au 31/12/2010	64.422,22
---------------------------------------	------------------

Service extraordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	8.897.390,33
Augmentation de crédit	197.444,23
Diminution de crédit	25.864,95
TOTAL GENERAL	9.068.969,61

Des dépenses

D'après le budget initial	7.616.172,12
Augmentation de crédit	148.955,28
Diminution de crédit	0,00
TOTAL GENERAL	7.765.127,40

Résultat présumé au 31/12/2010	1.303.842,21
---------------------------------------	---------------------

8. FINANCES – REDEVANCES POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise aux intercommunales I.E.H., I.G.H.et I.P.F.H. ;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant que les articles 20 des décrets du 12 avril 2001 et du 19 décembre 2002 créent, au profit des communes, une redevance de voirie pour occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon relatif à la redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau électrique en date du 28 novembre 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier en date du 15 juillet 2010 ;

Considérant que ces redevances de voirie sont censées compenser, à tout le moins partiellement, la perte des dividendes immatériels que les communes percevaient en échange de l'apport du monopole dont elles bénéficiaient en vertu des lois du 10 mars 1925 et du 12 avril 1965 ;

Considérant que l'intercommunale pure de financement du Hainaut, en abrégé I.P.F.H., qui fédère les intérêts des villes et communes, constitue l'instrument financier de celles-ci dans le secteur de l'électricité et du gaz ;

Considérant que l'article 13 de l'Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique et l'article 12 de l'Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier prévoient que le paiement de la redevance de voirie due aux communes peut être effectué auprès de toute personne morale désignée par elles ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} : D'inviter l'intercommunale I.E.H. à payer à l'intercommunale pure de financement du Hainaut(I.P.F.H.) la redevance de voirie due en vertu de l'article 20 du décret du 12 avril 2001, à charge pour l'I.P.F.H de reverser intégralement cette redevance sur le compte de la Commune de Jurbise ;

Article 2 : D'inviter l'intercommunale I.G.H. à payer à l'intercommunale pure de financement du Hainaut(I.P.F.H.) la redevance de voirie due en vertu de l'article 20 du décret du 19 décembre 2002, à charge pour l'I.P.F.H.de reverser intégralement cette redevance sur le compte de la Commune de Jurbise ;

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise aux intercommunales précitées et au Ministre

**9. JURIDIQUE – STATUT PECUNAIRE – EXERCICE DE LA TUTELLE
PROVINCIALE – ADAPTATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL
COMMUNAL DU 15 JUIN 2010 ADOPTANT LE STATUT PECUNAIRE –
APPROBATION**

Ce point est supprimé.

**10. JURIDIQUE – REGLEMENT DE TRAVAIL – EXERCICE DE LA TUTELLE
PROVINCIALE – DECISION DE NON APPROBATION ET DEMANDE
D'ADAPTATION DU REGLEMENT DE TRAVAIL APPROUVE LE 15 JUIN 2010
- INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la décision de la tutelle provinciale relative à la non approbation et la demande d'adaptation du règlement de travail.

11. JURIDIQUE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D’UN BATIMENT, DE PERSONNEL ET DE MATERIEL COMMUNAL AU BENEFICE DU FC VACRESSE – CORRECTION DE LA CONVENTION APPROUEE LE 03 AOUT 2010 - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE signale l’absence de décision dans le dossier.

La Présidente précise que la décision est inchangée mais qu’une correction a été apportée dans la convention et que c’est cette correction qui revient devant le Conseil communal.

Mademoiselle MORCRETTE regrette aussi que puisque la convention est modifiée, qu’il n’a pas été donné suite à la recommandation de la tutelle en matière d’indication du montant estimatif de la subvention. Il en est de même pour le point n°12.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ainsi que ses articles L3331-1 à L3331-9 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la circulaire du 14 février 2008 du Ministre Philippe Courard, relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions, précisant les modalités d’application des articles susmentionnés ;

Attendu que les pouvoirs locaux soutiennent fortement des activités économiques, sociales ou culturelles sous la forme de subventions, et qu’il est donc essentiel que ces subventions soient utilisées par les bénéficiaires en vue de réaliser effectivement le but pour lequel elles ont été accordées ;

Vu le Règlement général d’octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 août 2010 ;

Attendu que l’ASBL FC Vacresse bénéficie de la part de la Commune de Jurbise, au même titre que d’autres associations, institutions et ASBL, d’aides et de subventions récurrentes dans le cadre de la poursuite de son objet social ou de l’organisation d’activités destinées à rencontrer cet objet social ;

Attendu que, dans un souci de bonne gestion, de pragmatisme et de cohérence, il est par conséquent proposé au Conseil communal de passer une convention avec l’ASBL FC

Vacresse, dont l'application garantira à l'ASBL la reconduction annuelle des aides et subventions allouées, dans le respect strict des conditions spécifiées dans la convention ;

Attendu que le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL FC Vacresse pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

Attendu qu'il convient de désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL FC Vacresse ;

DECIDE à 16 voix pour et 3 abstentions, Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux, ne prenant pas part au vote :

Article 1er : D'approuver la convention de mise à disposition d'un bâtiment communal, de personnel communal et de matériel communal avec l'ASBL FC Vacresse.

Article 2 : De désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL FC Vacresse .

Article 3 : De lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL FC Vacresse pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice.

Article 4 : De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal, ainsi qu'aux autorités de tutelle pour approbation.

12. JURIDIQUE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ET DE MATERIEL COMMUNAL AU BENEFICE DE L'AS JURBISE – CORRECTION DE LA CONVENTION APPROUVEE LE 03 AOUT 2010 – INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la correction de la Convention de mise à disposition de personnel et de matériel communal au bénéfice de l'AS Jurbise.

13. JURIDIQUE – DELIVRANCE DE PHOTOCOPIES DE PLANS A LA DEMANDE EXPLICITE DE PARTICULIERS – RECUPERATION DES FRAIS ENGENDRES AUPRES DES PARTICULIERS - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, plus particulièrement l'article L3231-9 relatif aux compétences du Conseil communal pour la fixation du montant de la rétribution exigible pour la délivrance d'une copie de document administratif ;

Vu que les services administratifs rendus aux particuliers entraînent des charges pour la Commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 septembre 2010, relative à l'adoption d'une redevance communale pour la délivrance de photocopies de format A4 et A3 ;

Attendu que les services communaux sont également susceptibles d'être régulièrement sollicités par la population pour l'obtention de copies de plans, dont le format nécessite le recours, par l'Administration communale de Jurbise, à des moyens techniques et technologiques externes à l'Administration ;

Attendu que le recours à de tels moyens techniques et technologiques nécessite le déplacement d'un membre du personnel communal ainsi que l'usage d'un véhicule communal, représentant un coût certain pour la Commune ;

Attendu qu'il n'est pas possible de fixer un montant de redevance fixe et précis pour la réalisation de photocopies de plan, le coût exigible pour ces photocopies pouvant notamment dépendre des tarifs en cours du prestataire de service, du format des plans souhaités ou de la qualité du document ;

Attendu que tout plan, quel qu'il soit, demeure soumis à la réglementation des droits d'auteur, et que toute éventuelle photocopie de plans par l'Administration communale nécessitera systématiquement l'obtention, par le demandeur, de l'accord du détenteur de ces droits ou de l'accord de ses ayant-droits ;

Attendu qu'il apparaît légitime, en cas de photocopie de plans réalisée par l'Administration communale sur demande explicite d'un particulier, de faire supporter par celui-ci les frais engendrés ;

Vu la situation financière de la Commune;

Après en avoir délibéré,

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012 une redevance communale sur la délivrance de photocopies, selon les modalités suivantes :

Déplacement (aller-retour) d'un membre du	10 €
---	------

personnel dans un véhicule communal – montant forfaitaire	
Copie de plan(s)	Montant facturé par le prestataire de service

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande les photocopies.

Article 3 : La réalisation de photocopies de plans au bénéfice d'un particulier est soumise à l'obtention, par celui-ci, de l'accord du détenteur des droits d'auteur ou de l'accord de ses ayant-droits.

Article 4 : Le paiement des frais de photocopie est payable au comptant au moment de la remise des documents, sur présentation par l'Administration de la facture du prestataire de services.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

14. A.S.B.L. « COMMUNAUTE URBAINE DE MONS » - DESIGNATION DE CINQ REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'A.S.B.L. - DESIGNATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2 ;

Vu les circulaires de la Région Wallonne ;

Vu les statuts de l'ASBL publiés au Moniteur belge en date du 8 octobre 2002 et leurs modifications ultérieures ;

Vu le procès-verbal des élections communales du 08 octobre 2006, attribuant 15 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.) et 2 sièges au Parti Centre Démocrate Humaniste (CDH) ;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'A.S.B.L. « Communauté Urbaine de Mons » par décision du Conseil communal du 08 avril 1999.

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT ;

Considérant la volonté du Collège Communal d'élargir la représentation du Conseil au sein des Assemblées générales de l'A.S.B.L. ;

Considérant la déclaration d'apparement des élus de la liste L.B. au Mouvement Réformateur (M.R.), actée en séance du Conseil Communal du 30 janvier 2007 ;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de (3 candidats) ;

Attendu que la liste P.S. présente les candidatures de (2 candidats) ;

DECIDE :

Article 1^{er}. Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Communauté Urbaine de Mons », désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont :

- pour la liste LB : Michel Pigeon, Annick Vanderkel et Jacqueline Galant.
- pour le PS : Manuella Senecaut et Isabelle Delhaye-Debauque.

Article 2. Que la présente délibération sera transmise à l'A.S.B.L. « Communauté Urbaine de Mons.

**15. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE CONCERNANT
L'ADAPTATION DU REGLEMENT DE CIRCULATION AU QUARTIER
FORME PAR LE CHEMIN DE MONS, LA RUE DU RISSOURIS ET LE
CHEMIN DE LA GROTTA A MASNUY-SAINT-JEAN – APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur l'effet dissuasif d'une telle mesure.

La Présidente confirme sa volonté de solliciter l'intervention de la Police afin de faire respecter le règlement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport de la Zone de police « Sylle et Dendre » du 03 août 2010 ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er}. – Dans le quartier formé par le Chemin de Mons, la rue Rissouris et le chemin de la Grotte, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf pour la desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le signal C3 et la mention additionnelle « SAUF DESSERTE LOCALE ».

Article 2. – Dans la rue Rissouris, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la chaussée Brunehaut à et vers le chemin de Mons.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4.

Article 3. -Dans le chemin de la Grotte, la circulation est interdite à tout conducteur depuis le chemin de Mons à et vers la chaussée Brunehaut.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 et F19.

Article 4 - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

16. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE VALERE LETOT FACE AUX N°24 ET 26 A HERCHIES - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE s'étonne de voir ce point abordé au Conseil communal puisqu'elle a constaté que le marquage était déjà effectué.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport de la Zone de police « Sylle et Dendre » du 19 mai 2010 ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE :

Par 18 voix pour et 2 abstentions

Article 1^{er}. –Dans la rue Valère Letot, le stationnement est interdit, du côté impair, sur une distance de 17 mètres, à l'opposé des accès carrossables aux n°24 et 26.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 -Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

17. MARCHE PUBLIC – MP 2010-50-SG-EB RELATIF A LA FOURNITURE ET LA POSE D'UNE STELE FUNERAIRE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Fourniture et pose d'une stèle funéraire](#)", le montant estimé s'élève à [4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise](#);

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [878/72554:20100056.2010](#) (n° de projet [20100056](#));

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Fourniture et pose d'une stèle funéraire". Le montant est estimé à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 878/72554:20100056.2010 (n° de projet 20100056).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – COURS DE TAICHI-CHUAN DONNES AU FOYER CULTUREL DE MASNUY-SAINT-JEAN – MODIFICATION A LA CONVENTION INITIALE – APPROBATION

Mademoiselle MORCLETTE et Monsieur MULLER demandent de pouvoir consulter la convention initiale, celle-ci n'ayant pas été à leur disposition le jour de leur visite.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009 ;

Attendu que Monsieur Christophe LAIRIN, demeurant rue Maria Fosse 1 à 7050 JURBISE, sollicite l'autorisation d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser des cours de Taichi-Chuan à raison de 2x1H30 par semaine.

Attendu que la mise en place d'un cours de Taichi-Chuan constituerait un service supplémentaire à la population jurbisienne en matière de pratique sportive ;

Attendu qu'il semble opportun de proposer à l'intéressé une convention de location reposant sur un tarif adapté, compte tenu de sa demande reposant sur une occupation hebdomadaire d'un local ;

Sur la proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : De permettre à Monsieur Christophe LAIRIN, demeurant rue Maria Fosse 1 à 7050 JURBISE, d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser des cours de Taichi-Chuan à raison de 2x1H30 par semaine sur base d'un montant de 50 EUR/mois et de transmettre ces informations à l'intéressé.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour disposition.

19. QUESTIONS ORALES

Monsieur MULLER demande si les dérogations sont accordées par la Bourgmestre pour les soirées organisées dans la salle culturelle.

La Présidente précise qu'elle reviendra sur ce sujet durant le huis-clos.

Monsieur MULLER demande également où en est le dossier de sécurisation de la rue des Masnuy.

La Présidente informe que le Collège communal a reçu une proposition citoyenne et qu'il a sollicité l'avis du Service Public de Wallonie Circulation à ce sujet.

Mademoiselle MORCRETTE demande si l'aménagement des barbecues dans le Parc communal est reporté au printemps prochain.

La Présidente répond affirmativement.

HUIS CLOS

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,